

# LEMA

**EUSKAL INDARRA, ZU ZIRA !**  
**LA FORCE BASQUE, C'EST VOUS !**

N°178 Zkia - Mai 2013ko Maiatza

HILABETEKARIA  
MENSUEL : 2 €

## Les raisons du vote alsacien

Euskara  
p. 2

Qualité Renault  
p. 8 / 9

Baxe Nafarroa  
p. 10 à 12

Claude Pontarolo  
p. 20

[www.eaj-pnb.eu](http://www.eaj-pnb.eu)

**Jeltzaleak / Les Démocrates Basques**





## Euskara : dépassons les querelles de méthode

La récente polémique entre Ikas-Bi, l'OPLB et Seaska nous ramène aux querelles de clochers que l'on voudrait voir sinon disparaître, du moins s'estomper face aux enjeux communs que représentent la sauvegarde et, dans ce cas précis, l'enseignement de l'euskara.

Loin de moi, l'idée de donner tort ou raison à l'un ou à l'autre. Chaque modèle d'enseignement, chaque expérience et chaque histoire mérite le respect, ne serait-ce que parce que chaque acteur engagé dans l'enseignement du basque, que ce soit dans le secteur public, dans le secteur privé ou bien entendu dans les ikastolas, contribue, à sa mesure et avec ses résultats, à la survie et à la renaissance de notre langue.

### Le système immersif, le plus efficace

Il ne fait aucun doute que l'enseignement par immersion, dont Seaska a incontestablement la paternité, est le modèle le plus efficace et en tout cas, le plus abouti. Il est en tout cas primordial dans un univers quasiment monolingue français. Mais l'enseignement bilingue, avec ses nuances, est aussi une méthode éprouvée qui contribue au redressement de l'euskara. Qu'on pense par exemple à la correspondante de Sud Ouest pour les affaires d'Hegoalde. Un pur produit de l'enseignement bilingue public. Je ne veux donc pas épiloguer sur les avantages comparés de l'un et l'autre modèle. D'éminents linguistes et spécialistes de l'Education ont déjà apporté leur expertise en la matière. Comme souvent, l'urgence est selon moi de bien cibler les objectifs sur lesquels tous les acteurs et tous les militants de l'euskara doivent s'entendre pour que la victoire soit « collective ».

### Pas de politique linguistique globale

Le constat est douloureux, mais sans appel : Iparralde a obtenu des outils pour la promotion de l'euskara, dont les efforts et les réalisations sont remarquables, derrière l'OPLB (1) par exemple. Mais les acteurs restent dispersés, dans l'enseignement, dans l'alphabétisation, dans la formation

professionnelle, dans les médias,... Au total, il faut bien l'avouer : il n'y a pas de « politique linguistique » globale en Pays Basque nord. Or, les acteurs et les outils, aussi performants soient-ils, ont besoin d'une vision stratégique (les travaux du Conseil de développement sont seulement une étape), et d'une politique générale, capable de fédérer les initiatives autour d'un « chef de file » institutionnel. A ce jour, en l'absence de toute reconnaissance officielle de l'euskara, et dans l'attente d'une Collectivité Territoriale Pays Basque, ce « chef de file » n'existe pas ! Il ne sert pas à grand-chose de vitupérer contre l'abandon de la ratification de la Charte européenne des langues régionales et minoritaires. Une fois de plus, cette « pilule » amère étant avalée, il faut faire preuve de réalisme. D'ici un ou deux ans, peut-être moins, les Régions se verront confier la compétence de droit commun en matière de « promotion des langues régionales ». Le Conseil régional

Aquitaine sera « le chef de file » indispensable (en attendant mieux...). Il aura la mission de définir la politique linguistique pour l'euskara, le béarnais et l'occitan. Il sera le partenaire et le financeur naturel. Il sera surtout le chef d'orchestre qui aura le poids politique et institutionnel pour faire venir l'Etat, et surtout l'Education nationale, à la table des négociations et à la table des financeurs !

### Pour un véritable « statut territorial de l'euskara »

C'est pourquoi, au nom de mon parti – EAJ-PNB – j'ai proposé lors de la dernière assemblée du syndicat intercommunal pour la culture basque, de faire un grand pas en avant... et de « devancer l'appel » en suscitant en quelque sorte, un « choc d'offre » : une offre de service au Conseil régional, pour que les acteurs de l'euskara, institutionnels et associatifs, mobilisent leur

intelligence et leur expérience pour alimenter et structurer la future politique linguistique régionale en Iparralde. Nous ne devons pas être passifs et nous quereller en attendant que le salut nous vienne de Bordeaux. Aide-toi, le ciel t'aidera !

Sans anticiper sur les objectifs de cette politique linguistique, et sans abandonner le combat pour l'officialisation de l'euskara, il me semble que ce partenariat préférentiel avec la Région doit être l'occasion, comme le PNB ne cesse de le rappeler depuis trois ans, de négocier un véritable « statut territorial de l'euskara ». Cela nous permettra d'attendre efficacement l'obtention de la collectivité territoriale Pays Basque.



Laster, Herri Urrats, Iparraldeko ikastolen pesta

(1) : Office Public de la Langue Basque

Jean Tellechea,  
IBBko burukidea, Urruñako Herri Kontseilaria  
Membre de l'IBB, Conseiller Municipal à Urrugne



## Entre violence et négation identitaire

Étrange amertume suite à ces attentats sur Boston. D'origine intérieure

Finalement ce terrorisme serait un « mélange » entre ces deux origines. Des musulmans tchéchènes accueillis par les USA ont voulu punir leur Pays d'accueil pour..... quel motif ?

L'enquête sur les raisons qui ont poussé ces jeunes a réaliser cet acte horrible sera plus compliquée mais certainement tout aussi importante que celle menée pour les identifier. Comprendre le Pourquoi pourrait certainement éviter d'autres dérives similaires.

### La marque territoriale en panne

Les travaux sur la Marque Territoriale Pays Basque semble en panne depuis quelques mois ([www.lurraldea.net/fr/travaux-en-cours/marque-territoriale-pays-basque.html](http://www.lurraldea.net/fr/travaux-en-cours/marque-territoriale-pays-basque.html)). Voilà un projet fondamental qui peut apporter de l'emploi, marges bénéficiaires locales, produits authentiques,.... Tout en divulguant et protégeant une véritable image de Pays. Les intervenants sont nombreux et variés (tant mieux !), mais où est donc le problème ? : manque d'un « chef de file » institutionnel (là aussi) ?

### Un Etat français hostile

L'enseignement de l'euskara, seul bien commun de tous les Basques d'origine ou d'adoption, semble être sujet à des conflits entre ses défenseurs. L'attitude de l'Etat Français, incapable de reconnaître et de défendre la richesse de « ses » cultures, est certainement à l'origine de ces « petites guerres » dues aux manques de moyens financiers. Mais, pour la langue, comme pour la survie de ce peuple, l'unité d'action, ou du moins notre entente et coopération semblent indispensables, n'est-ce pas ? La véritable énigme de cette langue et de ce peuple, n'est pas son origine , mais bien sa survie.

*Pablo Basterretxea,  
Iparraldeko Eskualde Biltzarraren Presidentea  
Président de l'Assemblée Régionale du Pays Basque nord*

(15 Avril, le Jour des Patriotes – Patriots Day)? Il y aurait des Américains qui ne pardonnent pas à leur pays sa dérive Démocrate , avec un Président pas tout à fait « blanc » et WASP réélu pour quatre ans et qui envisage de légaliser la participation électorale pour 11 millions d'étrangers résidents sur leur territoire ? Ce Pays est pourtant l'exemple vivant d'un croisement de toutes les nationalités et cultures du monde depuis sa création !

D'origine extérieure ?

Les « djihadistes » ne pardonnent toujours pas aux nord-américains leurs interventions sur des terres « musulmanes ». Pourtant, chaque semaine, en Irak, au Pakistan, des attentats bien plus sanguinaires, détruisent la vie de dizaines de musulmans, qu'ils soient Sunnites ou Chiites !



*Bizkaitarrak, Bizkargin, mendizaleen tradizioan*



## Statu Quo en Alsace

Unser Land, le mouvement politique frère d'EAJ-PNB, en Alsace, analyse les raisons de l'échec du référendum sur la Collectivité Unique d'Alsace.

### Référendum / Un vainqueur : Paris, un perdant : le peuple alsacien

Ce dimanche 7 avril 2013, le peuple alsacien pouvait renverser les murs administratifs qui ont été érigés par l'Etat jacobin pour le diviser et l'asservir. L'histoire retiendra que, pour la première fois, les Alsaciens ont été consultés pour l'avenir de leurs institutions. Les habitants de Basse-Alsace ont apporté une réponse claire à la question qui leur était posée : nous voulons une Alsace forte et unie.

En Haute-Alsace, le non s'est imposé. Ce résultat est en grande partie imputable à la bassesse intellectuelle de certains élus, en particulier celle de MM. Meyer et Buttner. Par intérêt politique, ces derniers ont tout mis en œuvre pour torpiller le projet, notamment en alimentant une querelle puérile sur la question du siège. Unser Land appelle les électeurs à sanctionner

l'attitude irresponsable et indigne de ces élus lors des prochaines élections. D'autre part, nous demandons d'ores et déjà la démission immédiate de M. Buttner, qui aura été le principal artisan du non.

Aux Alsaciens, nous annonçons que des temps très difficiles se profilent à l'horizon : faute d'institutions fortes, l'Alsace se prive des moyens de lutter contre la crise économique, démocratique et identitaire qui l'assaille quotidiennement.

Aussi, nous appelons tous les Alsaciens qui se refusent à cette fatalité à entrer en résistance et rejoindre Unser Land, le seul parti en mesure de défendre leurs intérêts.

### Référendum : épilogue d'une tragédie alsacienne

*"Wer sich zum Wurm macht, soll nicht klagen, wenn er getreten wird". (Kant)*

#### Quelques vérités mathématiques...

Ce dimanche 7 avril, c'est bien le oui qui l'a emporté, avec un score global de 58% à l'échelle de l'Alsace. Le « oui » l'emporte dans 65% des communes alsaciennes et dans 96% des communes de Basse-Alsace. Il atteint des scores dépassant les 80% dans certaines communes du Kochersberg. Les Alsaciens qui ont voté, ont, en majorité, affirmé leur adhésion au projet de fusion des collectivités.

Oui, mais... les conditions fixées par loi étaient drastiques : le « oui » devait l'emporter dans les deux départements, en réunissant plus de 25% des inscrits, ce qui supposait une forte mobilisation. Etonnantes règles... Si elles avaient été appliquées aux autres scrutins, combien d'élections auraient été validées ?

#### Les dégâts du jacobinisme et de la francisation

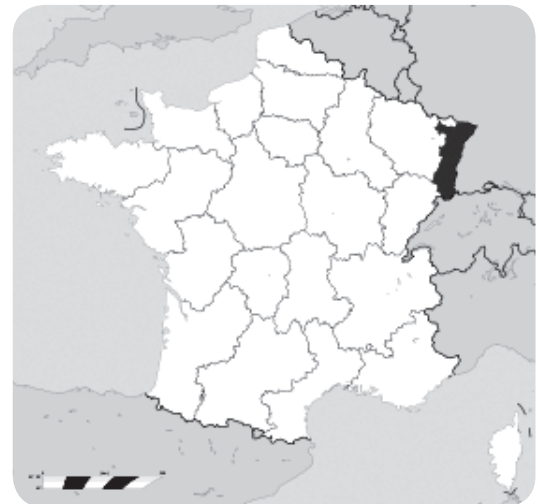
Les Alsaciens se plaignent d'être victimes de l'histoire et d'avoir subi malgré eux nombre de bouleversements et de drames. Il est vrai que l'on ne leur a jamais donné la possibilité de choisir leurs institutions. Le référendum sur la fusion était de ce point de vue une première et un événement historique.

Comment les électeurs allaient-ils réagir face à cette opportunité ?

Avec la faible participation et le poids du « non » dans une partie de la région, les Alsaciens ont enterré le projet de fusion. De fait, ils se sont tiré une balle dans le pied (ou dans la tête ?). L'instant est tragique mais on peut leur reconnaître des circonstances atténuantes. Effacer deux siècles de jaco-

binisme en deux mois de campagne était une gageure. Les partisans du projet, dans leur enthousiasme, l'ont sans doute oublié.

Les départements ont été créés en 1790 afin de faire disparaître les grandes régions historiques et d'asseoir le centralisme parisien. Leur taille se base sur la distance parcourue par un cheval en une journée... Mais à grand renfort de publications coûteuses et de vins d'honneur, les instances départementales ont réussi à créer dans l'esprit



Alzaziaren kokapena Frantzian

d'une partie de la population une pseudo-identité départementale.

Cette frontière artificielle finit par générer des incompréhensions réelles. Les « Bas-rhinois » qui s'installent en Haute-Alsace sont parfois surpris de découvrir l'animosité que leurs vouent certains « Haut-Rhinois ». Et pourtant, rien ne les sépare ces Alsaciens, sinon le numéro des plaques d'immatriculation. Lentement mais sûrement, le système départemental sème la division entre frères alsaciens. A qui profite le crime ?

Ce n'est malheureusement pas la seule conséquence du système jacobin, qui remet le pouvoir entre les mains d'un Etat monolithique, omniscient et tout-puissant. Tout circule du haut vers le bas, sauf les impôts. Dans le système jacobin, l'Etat pense pour le citoyen, agit pour lui et le protège, le plaçant ainsi en situation de dépendance mo-



rale et matérielle.

Cet Etat ne supporte guère les contre-pouvoirs. Ses institutions, relativement cadencées, ne laisse que des miettes aux minorités. Prime majoritaire aux élections municipales et régionales, absence quasi-totale de proportionnelle, scrutins uninominaux



*Europako Parlamentua, Estrasburgon*

à deux tours... En France, le pouvoir ne se partage pas et nul besoin de chercher le consensus pour gouverner. En France, le citoyen critique mais ne propose jamais, à quoi bon le faire puisque le système décourage la coopération, la réflexion et l'initiative. Une déresponsabilisation généralisée et un individualisme forcené en sont la conséquence. Rien d'étonnant donc que le citoyen se trouve désemparé face à l'exercice de démocratie directe que représente le référendum. Faute de maturité et de culture démocratique, les référendums se transforment le plus souvent en défouloir où chacun laisse libre cours à ses pulsions négatives : peur, haine, jalousie.

Lorsqu'elles traitent de sujets institutionnels, ces consultations populaires se heurtent en général au désintérêt de la population. Ainsi, un argument revient souvent chez les abstentionnistes: « il y a des sujets plus importants que la fusion, comme la pauvreté ou le pouvoir d'achat ». Peut-être attendaient-ils un référendum « pour ou contre la crise économique ? » ou « pour ou contre la pauvreté dans le monde ? ». La question des institutions et de l'identité régionale serait-elle futile ? Tragique méprise : elle joue un rôle évident dans la situation économique alsacienne actuelle. Comment expliquer autrement que dans l'aire

alémanique, à situation géographique comparable, le chômage s'élève à 3.9% en Baden-Württemberg et 3.1% en Suisse, quand notre Alsace affiche désormais près 9% de chômage ?

L'économie rhénane se caractérise par l'importance du tissu des PME familiales (stables, innovantes, flexibles), la paix sociale, le capitalisme responsable (dit « rhéna ») et l'importance de la main d'œuvre qualifiée. Tous ces atouts faisaient encore la richesse de l'Alsace il y a quelques années. Entre temps, la France nous a importé les grands groupes nationaux (Veolia, Bouygues, ...), les conflits sociaux et la dévalorisation des métiers manuels.

En nous imposant le monolinguisme, elle nous coupe de nos racines et nous empêche désormais d'aller trouver du travail chez nos voisins.

Créer une région forte pour mettre en valeur son identité et ses atouts économiques, voilà quels étaient les en-



*Georges Trouillet jauna, Unser Land-en buruzagi bat*

jeux du référendum, si l'on voulait bien prendre la peine de voir un peu plus loin que le bout de son nez ou de sa carte bleue. Rares sont les opportunités de réformer le système, le référendum du 7 avril en était une.

Enfin, les effets du centralisme se font sentir jusque dans l'information des citoyens. Celui qui ne lit pas la presse ré-

gionale et ne regarde pas la télévision régionale – même si on peut discuter de la qualité de l'information délivrée par ces médias – se trouve complètement déconnecté des enjeux politiques régionaux. Les médias nationaux ont à peine évoqué le projet de fusion, sujet visiblement bien moins important que les faits divers ou les tribulations du PSG. Combien d'électeurs ont-ils découvert au dernier moment qu'un référendum était organisé ? ...

### **Une méthode risquée face à un enjeu immense**

Il faut reconnaître à Philippe Richert l'immense mérite d'avoir porté à bout de bras le projet et d'avoir rendu possible le référendum. En cela, il a réussi à concrétiser une idée vieille de trente ans que ces prédécesseurs à la tête de la région ont plus ou moins soutenu. En devenant ministre des collectivités locales, il a « infiltré » l'administration centrale afin d'en maîtriser les rouages. En abandonnant son poste de sénateur, il a donné les gages de son engagement total pour l'Alsace.

Le processus qui a conduit à l'élaboration du projet de fusion a été long, ardu et parfois contestable sur bien des aspects. Unser Land s'est attaché à l'esprit de la réforme, quitte à fermer les yeux sur la forme. Aussi, nous avons choisi de soutenir le projet, tant que le contenu correspondait à nos aspirations. Nous n'avons pas hésité à réagir lorsque les manipulations politiciennes menaçaient de le faire capoter. Toutefois, face à l'échec du référendum, on ne peut faire l'économie d'un examen critique du processus.

Vu de l'extérieur, le projet de fusion a été élaboré dans une certaine opacité et dans un évident déficit démocratique. L'UMP a cru pouvoir le mener à bien « à l'ancienne », sur un coin de table, dans les bureaux feutrés des conseillers généraux et régionaux...

**Gehiako jakiteko / Pour en savoir davantage : [www.unserland.org](http://www.unserland.org)**



## Les obstacles à l'enseignement immersif <sup>(1)</sup>

Paxkal Bourgoïn, Président de l'association Euskal Haziak (2) nous livre son point de vue sur l'évolution de l'enseignement en euskara.



### Quel est votre avis sur la politique linguistique menée par l'Education Nationale ?

L'enseignement catholique avait expérimenté un enseignement tout en basque et en maternelle à Bayonne, Cambo, Hendaye ou Saint Jean de Luz et, lorsque l'association Euskal Haziak fut créée en novembre 2013 ce fut le système bilingue à parité horaire qui fut adopté dans l'ensemble des écoles bilingues, tout comme dans l'enseignement public. Le modèle canadien OPOL (one person, one language) fut adopté avec pour principe que les élèves auraient deux enseignants : l'un en français, l'autre en euskara. Les années suivantes, face à cette réalité linguistique, les équipes éducatives soulignant les limites de ce système proposèrent un enseignement tout en basque les premières années de maternelle. Cela permettait d'intensifier le temps scolaire réservé à l'enseignement de la langue basque. L'Education Nationale limita très vite cette expérience aux deux premières années du cycle1, arguant que la grande section faisait partie du cycle 2 des apprentissages fondamentaux. Un décret précisait qu'aucun apprentissage ne pourrait se faire exclusivement dans une langue régionale puis l'Education Nationale, par le biais de l'Office Public de la Langue Basque, définit un cadre légal, par le biais de l'article 34 de la loi d'Orientation et de programme pour l'avenir de l'école de 2005. Les 11 écoles maternelles catholiques qui proposaient un enseignement en basque en cycle 1 (maternelle) devaient entrer dans un dispositif expérimental : Euskal Haziak faisait savoir que « l'expérimentation » n'en était plus une parce que cela faisait des années que l'enseignement catholique avait mis en place un tel dispositif.

L'arrêt du Conseil d'Etat du 12 mai 2005 officialise et précise les modalités de la mise en place de l'enseignement à parité horaire. L'Education Nationale cherche

toujours à réglementer et, en instaurant un cadre, établit plus des limites et des obstacles qu'elle n'ouvre des perspectives à l'innovation pédagogique.

### Quelle est votre évaluation sur l'efficacité du système immersif en vigueur dans des écoles privées catholiques ?

Actuellement 14 écoles proposent un enseignement en basque en petite et moyenne sections de maternelle ; elles seront quinze à la rentrée prochaine dont une qui l'expérimentera même en grande section. On est encore un peu loin d'un système immersif mais plusieurs établissements accentuent leurs efforts dans le recrutement du personnel bascophone, de la présence de l'euskara en cours de récréation ou à la cantine... Euskal Haziak a signé une convention avec Uda Leku depuis 2006 pour proposer des séjours en euskara (negu-leku, uda-leku). Euskal Haziak pense que c'est à ce prix que l'euskara aura sa place dans les établissements, que l'on formera des élèves bilingues et que le système bilingue sera efficace.

### Pourquoi le système immersif est simplement au stade de l'expérimentation dans l'enseignement public, sachant que près de 80% des élèves sont dans le système public, en Pays Basque nord ?

Lors du dernier Comité Consultatif de l'Office Public de la Langue Basque, relatif à l'enseignement, le vendredi 19 avril 2013, il a été souligné le dynamisme des ikastolas et les efforts incessants de l'enseignement catholique (enseignement tout en basque dans 14 des 32 écoles bilingues catholiques, parité horaire effective dans plusieurs collèges, offre d'enseignement en basque dans des sections technologiques, agricoles ou post bac...) là où l'enseignement public fait encore face à de nombreuses réticences des différents acteurs. Euskal Haziak souhaite continuer à être un des acteurs principaux de l'enseignement bilingue. Il reste encore beaucoup à faire, no-

tamment dans les établissements importants de Bayonne, en collège où la parité horaire est encore à atteindre dans six ou sept des collèges bilingues catholiques, dans les lycées ou l'enseignement du basque reste l'apanage de quelques sections au sein de tout un établissement. D'ailleurs les différents graphiques montrent bien la présence d'une offre d'enseignement bilingue en primaire (environ 2100 élèves dans 32 des 58 écoles catholiques d'Iparralde), mais encore trop faible en secondaire (650 élèves en collège et moins de deux cents en lycées).

### Quel regard portez-vous sur l'action menée par l'Office Public de la Langue Basque (OPLB) ?

Former des élèves bascophones demande une Officialisation de la langue basque ou du moins une reconnaissance territoriale et une plus grande mobilisation de tous les partenaires. L'Office Public de la Langue Basque a défini une politique linguistique mais sans objectif fixé, à court ou moyen terme, sans avoir véritablement les moyens de sa politique. Euskal Haziak, comme Seaska ou Biga Bai, est membre d'Euskal Konfederazioa, du bureau d'IKAS et participe aux différents travaux du Comité Consultatif de l'Office Public de la Langue Basque chaque fois que cela lui est possible. La survie de l'euskara en Iparralde ne se joue pas uniquement à l'école, une politique linguistique plus audacieuse, portée par tous est nécessaire. Le défi des années à venir est difficile. Euskal Haziak apportera sa petite pierre.

(1) Enseignement en basque, immersion dans une langue d'enseignement pour compenser la faible présence sociale de cette langue.

(2) Euskal Haziak : les "graines" basques ou être éduqué en basque. Association qui regroupe les parents d'élèves de l'enseignement catholique, militant pour l'enseignement en euskara, dans les écoles privées catholiques.



## A chacun son toit

Selon la fondation Abbé Pierre, 8 millions de Français rencontrent des difficultés pour se loger. Le prix des loyers a fortement progressé ces dernières années, + 46,9% en moyenne entre 1998 et 2011 alors que le salaire moyen n'a augmenté que de 7% sur la même période. Le revenu médian des français est de 1580€/mois et 75% des foyers tous confondus ont un revenu inférieur à 2100€/mois. (Source Insee).

Entre 1984 et 2011, la part moyenne du loyer dans le budget des ménages est passée de 20% à 40% ! Les chiffres sont jetés ! Le rapport Insee de 2007 précise et conclut : « le logement apparaît dorénavant comme le marqueur principal des inégalités ». Voici le constat sur des données moyennes françaises, mais nous savons tous que le Pays Basque est encore davantage soumis à un marché immobilier en hausse constante.

### Un marché du logement insoutenable

La paupérisation des classes moyennes, qui sont le fondement même de la sociologie bayonnaise, commence à trouver ici ses explications. Quand un jeune couple veut s'installer, qu'il gagne 2100€/mois

plus faibles. Pour ces ménages, c'est souvent une source de fragilisation financière puisque le budget consacré aux déplacements quotidiens n'a pas été pris en compte et forcément sous estimé quand on connaît l'augmentation du prix de l'essence !

### Une amélioration de l'accès au logement ?

Mais les constats ne suffisent pas, que pourrions-nous faire pour améliorer l'accès au logement et surtout que celui-ci soit moins impactant sur le budget des familles ? Déjà, la loi doit encadrer les prix des loyers pour limiter les hausses spéculatives. Une baisse des loyers ne pourra être envisagée que si le marché se fluidifie, en attendant, il conviendrait de généraliser de nouvelles formes de produits en travaillant notamment la colocation pour les jeunes qui sont en difficulté ou même d'une manière plus intergénérationnelle avec des personnes âgées vivant seules qui loueraient à une personne plus jeune. Ces formules pourraient être encadrées par un système juridique sur les droits et obligations des acteurs. Cela rassurerait les bailleurs privés comme les bailleurs sociaux qui le pratiquent peu. La loi portant engagement national pour le logement

avait prévu la mise à disposition de logements privés au Parc Social sous forme d'usufruit. Ceci est peu exploité et peu connu des propriétaires privés. Par exemple, pour les logements vides et inoccupés depuis plusieurs années, relancer ces propriétaires pour qu'ils laissent la gestion de ces logements aux collectivités ou bailleurs sociaux contre dédommagement. Sans réponse de leur part, aller au bout de cette démarche et pourquoi ne pas user du droit de préemption ? A titre expérimental, une prime de 3000€ à

5000€ par logement pour une remise en location pendant une durée minimale de 3 à 5 ans aurait un effet incitatif à l'égard des petits propriétaires.

### Des formules souples à creuser

Dans tous les cas, les décideurs locaux doivent bloquer du foncier pour impulser une véritable politique de logement et non pas de la spéculation que ne favorise que les BOUYGUES, KAUFMAN & CONSORTS sur le BAB ! Les investisseurs privés doivent être mis à contribution et il faut les obliger, par un cahier des charges, à commercialiser à prix coutants 30% des logements construits aux bailleurs sociaux au lieu de 20% actuellement comme l'oblige la loi SRU. Une commune peut contraindre tout à fait un investisseur privé dans ce sens là. L'obtention du permis de construire est un sacré levier de motivation !!! Cela aurait un impact de 5 à 10% sur le prix des logements restants mais tout le monde y trouverait son compte !

La mixité sociale serait alors encouragée et la migration trop lointaine des primo accédants évitée ou du moins ralentie. Les communes participent environ à hauteur de 4% pour diminuer le coût des constructions et l'augmentation de cette cotisation permettrait aux classes moyennes d'avoir accès aux logements sociaux.

Comme on peut le constater, les solutions réelles et les plus efficaces sont au niveau local. Les décideurs locaux doivent reprendre les pouvoirs face aux spéculateurs immobiliers. Des pistes, des idées, des dispositifs législatifs ne manquent pas, seules la volonté et la détermination peuvent changer les choses.

Françoise Brau-Boirie



Baionako Lapurtar etxeak, etxebizitza merkatu tentsiodun batean

(comme 75% des ménages), il paiera sur le BAB un loyer T3 environ 850€/mois soit 40,4% de son budget ! Et ce couple n'aura aucune aide puisque soi-disant trop riche pour bénéficier d'un logement social !!! D'où l'urgence de construire plus de logements afin de relever les plafonds de revenus donnant accès aux logements sociaux et permettre ainsi aux classes moyennes d'en bénéficier. Quant à l'accession à la propriété, elle se fera par le choix obligatoire de l'éloignement, là où les prix sont les



## **Pierre Jocou : « pour l'autonomie en entreprise comme en politique »**



Pierre Jocou, natif de Biarritz est très connu dans le monde de l'automobile et celui de Renault, en particulier, puisqu'il y a occupé, entre autres fonctions de direction, le poste de Vice-président, responsable de la qualité, et mené un processus qui allait révolutionner la gestion interne de cette entreprise. Aujourd'hui, consultant et expert qualité auprès de la Cour des Comptes autres grandes entreprises, cet admirateur du Pays Basque sud vient d'adhérer à EAJ-PNB. Il est persuadé qu'un certain colbertisme à la française est totalement dépassé aujourd'hui.

**Vous avez occupé un poste aussi peu courant que prestigieux : vous avez été directeur de la qualité du groupe Renault dans les années 80 et 90. Comment avez-vous obtenu ce poste à responsabilité ?**

J'avais travaillé et accumulé de l'expérience dans les services commerciaux et techniques de Renault de plusieurs pays à travers le monde. Puis je suis devenu Directeur en charge de l'après-vente Monde, au début des années 80. A cette époque, Renault était virtuellement en état de faillite. Les voitures étaient de médiocre qualité et nous perdions des clients, nous recuiliions sur nos marchés et accumulions dettes et pertes d'exploitation. Georges Besse devint président de la société et identifia selon lui le problème majeur : les considérables sureffectifs.

Il fut malheureusement et rapidement assassiné par Action Directe et remplacé par Raymond Lévy. Pour ce dernier, le problème majeur était celui de la qualité. Pas celui du dégraissage des effectifs, pas celui du coût de la main d'œuvre : Celui de la Qualité des produits : Puisque les produits étaient de médiocre qualité, on en vendait moins, on les vendait moins cher, et on vendait en multipliant les très onéreuses campagnes de publicité et de discount. L'entreprise était engagée dans une spirale d'auto-destruction de ses valeurs et de ses acquis. Raymond Lévy me demanda de prendre la tête de la Direction de la qualité, parce que j'étais, comme des milliers d'entre nous, indigné par cette situation et que, du fait de ma position, je connaissais bien les attentes et les critiques de la clientèle.

**Vous avez accepté sa demande ?**

Dans un premier temps, j'ai été réticent. Je ne connaissais pas ce secteur extrêmement technique de la qualité puisque je venais des services commerciaux, mais le président a été persuasif. J'ai finalement accepté son offre, mais à la condition que je sois, en matière de qualité, le seul à décider et que personne quelle que soit sa position et son importance dans l'entreprise ne puisse contrecarrer la démarche engagée et les objectifs de priorité totale à la qualité. Il accepta cette condition et je pris cette nouvelle responsabilité.

**Quels étaient les problèmes majeurs ?**

Des problèmes d'irrégularité de la qualité des productions et des fournitures, de médiocrité des matériaux, de soin apportés au montage, de validation des hypothèses de développement, de connaissance des problèmes rencontrés, de formation et de motivation des hommes, d'écoute du client, etc... Bref, une somme de dysfonctionnements de l'entreprise qui se traduisait inévitablement et invariablement par des dysfonctionnements de ses productions.

**Vous avez dû amorcer un profond changement culturel ?**

Oui, car le problème à la racine de ces dysfonctionnements n'était pas technique. Il était d'ordre organisationnel et culturel. Problèmes de comportement, de cohésion et surtout de cohérence des systèmes, de synergies, de connaissance et de partage des objectifs et des priorités, de connaissance et de mise en œuvre des méthodes et techniques du management par la qualité, d'imprégnation jusqu'au fin fond de l'entreprise des attentes et des problèmes des clients internes et externes. Ma toute nouvelle direction a travaillé avec tous les grands

services, avec les usines, le design, les bureaux d'études, les achats et les fournisseurs, les ressources humaines, la formation et la communication, les concessionnaires, pour orienter les efforts de tous vers la qualité des processus et du produit final. Je me suis inspiré des méthodes de Toyota et leurs préceptes sur la qualité totale.

**Y a-t-il eu des changements dans l'organisation ?**

Oui, partout dans l'entreprise. Par exemple dans les ateliers de production. Jusque-là, chaque ouvrier exécutait la même opération qui durait une minute et recommençait sans fin. Et il y avait 2000 personnes dans le service qualité pour surveiller la qualité de leur travail. Nous avons formé, éduqué et responsabilisé les ouvriers pour une meilleure qualité et de meilleures conditions de travail. Nous avons repensé le système tayloriste et créé des groupes autonomes de 10/15 ouvriers. Là où il y avait un ouvrier seul face à une tâche unique nous avons maintenant un groupe de 10 responsables autonomes et polyvalents pour un groupe de 10 opérations. Un groupe en autogestion. Ces groupes géraient leurs conditions de travail, auto-contrôlaient leurs productions, géraient leur démarche de progrès permanent. Ils devenaient flexibles et leur travail était plus varié. Le succès de ces groupes autonomes, autogestionnaires de leurs conditions de travail et de la qualité des productions, a été tel que le concept s'est étendu partout dans l'entreprise et chez nombre de ses fournisseurs, avec des résultats d'amélioration de la qualité, de productivité, de réduction des coûts absolument remarquables.

Ce type de management participatif, du bas vers le haut et du haut vers le bas, a été étendu à d'autres domaines tels que celui du processus de construction de la stratégie et celui de sa mise en



œuvre. Ceci nous a permis d'être clairs et précis au niveau du « quoi faire » (les objectifs et la priorité) et de déléguer « le comment faire » au niveau de l'exécution. Dans chaque métier et à chaque niveau d'exécution. Cette délégation de responsabilité que l'on appelait aussi « gestion participative » est un des éléments fondamentaux du succès de la démarche.

## Quelle a été l'attitude des syndicats ?

Ils ont accueilli favorablement ce changement puisque nous amenions une amé-



*Hiritiko ibilgailu elektrikoak, biharko euskal ibilgailu bat ?*

lioration des conditions de travail pour être plus efficaces et améliorer la qualité globale et les résultats de l'entreprise. On a fait en sorte que les ouvriers aient la responsabilité totale du bon accomplissement de leur travail, qu'il y ait moins de travail et d'efforts inutiles, moins de temps inutile, des tâches plus variées, on a encouragé leurs remarques, leurs réflexions, leurs idées et leurs critiques. Leurs initiatives étaient non seulement prises en compte mais rémunérées.

## Vous avez également créé un Institut de la qualité ?

Oui, cet Institut a été créé pour former les salariés, les ingénieurs de Renault à cette culture de la qualité et leur permettre ensuite de mettre en application ce sur quoi ils ont été sensibilisés. Nous avons formé plus de 20.000 salariés du groupe et de nos fournisseurs, nos techniciens comme nos administratifs, nos commerciaux comme nos comptables, nos vice-présidents comme nos employés, sur un programme de management par la qualité. Le succès a été immense et les résultats à la hauteur de l'effort consenti.

## Avez-vous connu des moments de forte tension ?

Oui, beaucoup. Lorsque nous avons imposé que le niveau de qualité au lancement d'un nouveau modèle devait être supérieur au meilleur niveau obtenu en fin de vie du modèle précédent, que le nombre de défauts, que les coûts de garantie, que les dépannages, que les problèmes perçus par les clients soient eux aussi réduits dans les mêmes proportions, que nous n'accepterions plus les traditionnels « défauts de jeunesse » et les fâcheux « les premiers clients

essuient les plâtres, parce que c'est dans la logique des choses », oui, là il y a eu quelques beaux moments de tension. Car c'était un objectif impossible à atteindre !! Nous avons cependant maintenu le cap, tous ont travaillé et réussi à rendre possible l'impossible. Le président Levy a

souvent dû arbitrer des conflits entre les priorités de certains directeurs opérationnels et ceux de la qualité. Il a toujours, invariablement, conservé le cap et nous avons, tous ensemble, fini par atteindre nos objectifs. Et tous en étions fiers.

## Les résultats se sont améliorés ?

Oui, bien sûr. Nous avons accru nos ventes, repris des parts de marché, nous sommes revenus sur des marchés perdus et avons considérablement réduit nos coûts, en conséquence de quoi nous avons retrouvé notre bonne santé financière et nous sommes désendettés. Notre image de marque s'est améliorée, le moral des troupes s'est considérablement amélioré etc. etc.. La spirale vertueuse s'est enclanchée !!

## Quel regard portez-vous sur Renault aujourd'hui ?

Il ne me revient pas de porter un jugement sur cette entreprise. Je suis encore trop engagé émotionnellement pour être impartial. Je leur souhaite de réussir. Je sais qu'ils en ont les moyens, un immense talent et un savoir-faire de très haut niveau.

## Les deux grandes marques françaises sont en difficulté ?

Renault vend moins en France et en Europe, mais il se rattrape ailleurs, dans les pays de l'Est, au Maghreb, en Asie. C'est une entreprise qui a su devenir internationale en créant des usines au plus près des marchés de consommation. Dacia en est un exemple. PSA est dans une situation provisoirement un peu plus délicate parce qu'elle n'a pas fini de prendre le virage de l'international et demeure de ce fait ancrée en Europe, dans un marché en dépression. Mais dans l'automobile, les choses changent vite. Chaque année, de nouveaux modèles sortent des usines et il suffit que les nouvelles gammes de voiture trouvent leur marché pour retrouver une santé financière.

## Y a-t-il un problème du coût de travail ?

Non je ne le crois pas. Certains constructeurs voisins suivant les études ont des coûts de travail grosso modo de coûts équivalents. Pourtant, certains d'entre eux gagnent de l'argent jusqu'à l'indécence. Pourquoi ? Nos industries ont perdu une partie du marché du milieu/haut de gamme à cause de ces voisins et de leur image. Pourquoi ? Le coût du travail n'est pas en cause dans cette perte de compétitivité. Ces voisins profitent de leur excellente image de marque. Une image de qualité, de robustesse, de fiabilité, de durabilité, d'attention aux détails, de soin en fabrication, de matériaux de qualité. Cette image qui leur permet de vendre plus et plus cher...L'image, ça se construit, ça se travaille, c'est le facteur n°1 pour réussir.

## Comment êtes-vous devenus membres d'EAJ-PNB ?

Je suis né au Pays Basque. Aux Etats-Unis ou en Suède, j'ai toujours porté dans mon cœur le Pays Basque, son histoire, sa vie et son développement. J'ai toujours été favorable à l'autonomie de gestion, dans la gestion de la cité comme d'une communauté, comme dans la gestion d'une entreprise. Pays Basque, autonomie et démocratie, respect des personnes et de leur intelligence, vision d'avenir, tout cela n'est pas éloigné de l'image que j'ai d'EAJ-PNB et de son parcours. Voilà pourquoi j'ai adhéré.



## Pampi Etxegaray : « renforçons la Basse-Navarre »



Pampi Etxegaray, Alderdikide depuis quelques semaines est le premier adjoint au maire de Saint d'Arrossa. Impliqué dans la vie intercommunale et celle du syndicat mixte « Baxe-Nafarroa », il nous explique les réticences au projet intercommunal Baxe Nafarroa qui ne reposent pas sur des arguments pertinents et constructifs.

### Quelle est ta fonction au sein du syndicat mixte « Baxe Nafarroa » ?

Je suis délégué de la Communauté de Communes de Garazi-Baigorri, au syndicat mixte « Baxe Nafarroa », depuis 2008. Le nombre de délégués est proportionnel au nombre d'habitants par Communauté de Communes. Il y a 12 300 habitants, sur Garazi-Baigorri, 3 700, sur Iholdi-Oztibarre et 9 820 habitants, sur Amikuze. Comme la Communauté de Communes, le syndicat mixte est également un EPCI, un Etablissement Public de Coopération Intercommunale.

### Quel est le rôle de ce syndicat mixte ?

Il a été créé le 05 Juillet 1999, suite à une commande de la Région Aquitaine au Conseil de Développement du Pays Basque. La Région, en charge du développement économique et de l'aménagement du territoire soutenait jusque-là chaque Communauté de communes. Elle souhaitait intervenir sur de nouveaux espaces. Le Conseil de Développement du Pays Basque lui a proposé un nouveau « territoire de projet », regroupant les 3 communautés de communes Bas-Navarraises. Le syndicat mixte « Baxe Nafarroa » a également un comité local de développement, chargé comme le Conseil de Développement du Pays Basque de fédérer les acteurs locaux avec les élus pour élaborer des projets. Son président est Mixel Bergouignan. Concertation, projet, recherche de financement et réalisation du projet sont les différentes phases des PCDs (Projets Collectifs de Développement) pilotées par la Région.

### Combien y a-t-il eu de PCDs ?

Il y en a eu deux : le premier, en 2006-2009 et le second,

en 2010-2013. Je n'ai connu que le second. Nous disposons d'une équipe technique réduite sur un programme très vaste. Dès le départ, la coopération entre Baxe Nafartars a été fructueuse parce que nous nous retrouvions dans des questions communes, comme le logement, l'euskara, le tourisme, le développement économique, ...

### Quelles ont été les priorités définies ?

4 enjeux répondant aux besoins émergents ont été définis : développement économique, habitat, service à la population et identité locale, avec au total

d'Amélioration de l'Habitat) qui a permis la rénovation de nombreux logements anciens.

### Pourquoi la réflexion porte-t-elle aujourd'hui sur la création d'une Communauté de Communes à l'échelle de la Basse-Navarre ?

Actuellement, sans doute sous la pression des notables, l'Etat semble reculer sur la création de cette Communauté de Communes. Le Biltzar de Basse-Navarre-Soule, Baxe-Nafarroa-Xiberoa soutient sans réserve cette évolu-



Arrosako herria

Iturria : EKE

51 projets, comme par exemple, l'aide aux artisans, les maisons de santé par le regroupement des acteurs médicaux, les médecins et les spécialistes, par la mutualisation des locaux, la structuration touristique avec la Soule et la création d'un pôle montagne basque. Sur l'identité locale, un poste d'animateur de l'euskara a été créé. Il est chargé de la traduction des documents administratifs, mais aussi de l'organisation d'événementiels. Une opération a particulièrement bien fonctionné. Il s'agit de l'OPAH (Opération Programmée

institutionnelle. Plusieurs raisons à cela : nous avons des projets lourds à mener, à l'échelle de Baxe-Nafarroa, comme par exemple, la création d'une piscine couverte sur Garazi qui coûterait 6 millions d'euros. Nous avons besoin de mutualiser les moyens. Actuellement, les Amikuztars vont sur Orthez et les Garaztars et Baigorriars sur Ustaritz et c'est un service intéressant pour tous. Les budgets sont de plus en plus serrés et il est indispensable d'agir ensemble. Le coût de cette infrastructure n'a pas permis de donner



une suite favorable à ceux qui demandaient un 5ème couloir, notamment le club de natation de Garazi désirant y faire dérouler des compétitions.

De même, le défaut d'une pataugeoire pénalisera le très jeune public et les parents désirant utiliser cet équipement toute l'année. Il ne restera donc que 4 couloirs qui seront essentiellement réservés à des initiés.

Parler de forcing comme le dit le collectif Jakin, est démagogique, puisqu'il s'agit d'une suite logique de plus de 10 ans de travail en commun. Nous avons mené des projets ensemble. Ils aboutissent à des services communs,

comme la pépinière d'entreprises In-dar, par exemple.

### **Comment expliquez-vous que des abertzales gauchisant soient opposés à ce projet ?**

Ils n'hésitent pas à utiliser de faux arguments, liés à la distance, comme le fait qu'il y ait 1h15mn entre les deux villages extrêmes, alors que les trajets les plus courants ont lieu sur l'axe St Palais, St Jean Pied de Port et St Etienne de Baigorri et sont entre 20 à 30 mn. En fait, la distance n'a pas de rapport avec les services de proximité qui existeront et se renforceront au minimum dans ces 3 bourgs centres. Il s'agit davan-

tage d'enjeux de partage de pouvoirs et de problèmes de personnes. Songez par exemple que lors d'une réunion qui devait entériner la création de logements d'urgence, c'est Barthélémy Aguerre président du Syndicat mixte «Baxe Nafaroa» lors d'une réunion à Larceveau qui a relancé le président de la CC Garazi Baigorri insistant sur le fait que les financements prévus pour ces projets étaient limités dans le temps. Intervention qui n'a eu aucune suite. La Communauté de Communes d'Amikuze continue à financer ce projet, avec les subventions prévues.

## **La Communauté de Communes de Basse-Navarre est nécessaire**

Les intercommunalités du Labourd pourraient-elles s'inspirer de l'exemple en cours en Basse-Navarre ? Dans ce territoire, prédomine un fort sentiment d'appartenance valléen : Baigorriar, Garaztar, Oztibartar et Amikuztar, la zone d'Armendarits, Iholdi, Labastide-Clairence étant spécifique. Autrefois, la Basse-Navarre était organisée politiquement sur cette réalité-là.



La réussite de l'expérience du syndicat mixte Baxe Nafarroa montre qu'au-delà d'un bassin de vie traditionnel, il existe des territoires de projet, parce que des thèmes communs affectent les acteurs de la société civile et les élus locaux : habitat, foncier, santé, euskara ...

Si Amikuze, le pays de Mixe avec St Palais, pour centre-bourg, est attiré vers le nord, vers Sauveterre de Béarn, Garazi et Baigorri quant à eux sont attirés vers la côte basque. La difficulté pour les transports en commun du Conseil Général à attirer du monde sur la ligne St Palais-St Jean Pied de Port est révélatrice du manque de

communication entre le sud et le nord de la Basse-Navarre. Néanmoins, le syndicat mixte Baxe Nafarroa qui est un Conseil des Elus-Conseil de Développement local a montré la volonté et l'intérêt local à travailler en commun.

### **Un pays « Pays Basque » manipulateur**

Dès 1996, EAJ-PNB avait refusé le pays « Pays Basque » qui était une aberration au regard de la loi Pasqua sur les pays qui mettaient en valeur des

notions comme le bassin de vie : combien de Souletins se rendent régulièrement à Bayonne et inversement ? Ce pays qui était un contre-feu grossier à la revendication du département Pays Basque a néanmoins permis de mettre ensemble bon nombre d'acteurs publics et privés. La manipulation de l'Etat français était évidente : réunir les Basques, utiliser leur volonté d'implication pour leur pays, largement démontrée sur le plan français, par les Souletins, dans les années 70, pour les enfermer dans une démarche et un dispositif de gouvernance alternatif : Conseil de Développement-Conseil des Elus.

Nous défendons au contraire un pays par province historique, au regard de la forte cohésion culturelle, en Soule et des intérêts communs aux Baxe Nafartars et aux Lapurtars, les premiers unis par des problématiques rurales, les seconds, par les thèmes de toute zone urbaine et péri-urbaine.



## Du syndicat à l'intercommunalité « Baxe Nafarroa »

Le syndicat mixte « Baxe-Nafarroa » est aujourd'hui engagé dans une mue institutionnelle. L'étape des projets en commun, menés depuis 10 ans, laisse



*Izura herria, konpostelako bideen erdi gune nagusian*

sa place progressivement, à la gestion de services en commun, issus de la première étape, d'où une structuration plus poussée, par la création probable d'une Communauté de Communes

Baxe-Nafarroa. Entre autres services : maisons de la santé, pépinière d'entreprises Indar sur St Jean-Le-Vieux, service de l'euskara, le service en commun avec la Soule pour développer le tourisme, en Pays Basque intérieur. Des investissements conséquents sont également prévus, à l'échelle de la Basse-Navarre, comme la piscine de Garazi. En ces temps où les subventions publiques se font rares et les dotations de financement connaissent une restriction drastique, cela réclame un pouvoir d'action que seuls les intercommunalités, ne pourront pas assumer avec un besoin croissant de projets, de la

part des Collectivités Territoriales. Cette intercommunalité aura également l'avantage d'avoir plus de prise sur des éléments extérieurs, non maîtrisés aujourd'hui par le syndicat mixte,

comme la création d'un hôpital public sur St Palais, une antenne de l'hôpital de Bayonne qui change la donne du secteur de la santé (cf article de Dominique Larramendi p.13-14).

## Un fonctionnement interne à déterminer

Le fonctionnement interne de cette Communauté de Communes est à réfléchir. Rien n'est figé dans le marbre. Mais le plus fécond serait de partir de cette réalité valléenne, de mettre en valeur chaque "fierté" locale : cela incitera à l'implication sur le terrain, dans "une citoyenneté identitaire". Cela créera une dynamique fédératrice, tout en respectant les équilibres démographiques actuels. Cela aura également l'avantage d'une meilleure coordination par rapport à la situation actuelle où l'action du syndicat mixte n'est pas forcément coordonnée avec les projets des Communautés de Communes. Espérons que certains dirigeants politiques sauront mettre en veille, la facilité de régner sur leur territoire, pour accepter de partager ce pouvoir avec d'autres.

*Beñat Oteiza*

## La Basse-Navarre, un peu d'histoire

« L'origine de la Basse Navarre remonte au début du XIII<sup>ème</sup> siècle, après que les différents pays la composant aient été réunis dans la juridiction du Châtelain de Saint Jean Pied de Port. Intégrée dans le royaume de Navarre, elle suivit le destin de ce royaume pendant trois siècles.

### Séparation des deux Navarre

Le 21 juillet 1512, Ferdinand d'Aragon, époux d'Isabelle de Castille, envahit la Navarre et, en 1515, il l'incorpora au royaume de Castille. Les Souverains de Navarre, Jean d'Albret et Catherine de Navarre se réfugièrent dans la merindad de Ultra Puertos, actuelle Basse Navarre, d'où ils s'efforcèrent de reconquérir leur royaume perdu, mais en vain. Finalement Charles Quint se décida à abandonner ses terres de Ultra Puertos. En 1530, la séparation des deux Navarres était un fait accompli.

De l'ancien royaume de ses ancêtres qui fut si puissant lors du règne de Sanche III le Grand, Henri II d'Albret ne conservait que les terres du nord des Pyrénées, la Basse Navarre. Il n'en demeurait pas moins roi de Navarre et il organisa son petit royaume, à l'image de l'ancien. Dès 1523, il avait institué des États Généraux de Navarre, semblable aux Cortes de Pampelune, et, l'année suivante, une Cour suprême de justice, la Chancellerie de Navarre.

### Henri III devenu Henri IV, déjà au cœur du conflit religieux

Sa fille, Jeanne, mariée à un prince français, Antoine de Bourbon, tenta d'introduire le Protestantisme en Basse Navarre comme dans ses autres possessions. Mais, les Bas Navarrais, dans leur immense majorité, demeurèrent fidèles à la foi de leurs ancêtres. Son fils, Henri III de Navarre, se montra tolérant et inaugura dans son royaume la politique de conciliation qui aboutit, devenu roi de France, à l'Édit de Nantes.

*Extrait d'un article Lema de Maïte Lafourcade*



## Une question de volonté et d'équilibre

La volonté d'assurer au Pays Basque une évolution institutionnelle ne doit pas laisser de côté un des enjeux majeurs de l'avenir de ce territoire : assurer à chacun un accès à des soins de qualité et donner la possibilité aux acteurs de santé d'assurer leur obligation de moyen vis-à-vis de la population. Le Pays Basque intérieur est particulièrement concerné par le maintien de la qualité du soin.

La Collectivité territoriale à statut spécifique pour le Pays Basque que beaucoup appellent de leurs vœux sera un instrument indispensable pour permettre un développement de notre territoire grâce à l'implication des acteurs locaux. Mais l'obtention d'une telle institution politique et l'adhésion de la population ne pourra se faire sans un véritable projet de société. Celui-ci se devra d'aborder l'ensemble des besoins du territoire et notamment en matière sanitaire.

Même si bien des politiques de santé publique sont du domaine réservé de l'Etat, les acteurs de la santé et les politiques du Pays Basque ont un rôle indispensable quant à l'avenir de la médecine, notamment en Pays Basque intérieur où se pose de façon aiguë le problème de la démographie médicale. La Constitution ainsi que le Code de la Santé Publique assurent à chaque citoyen le droit à des soins de premier recours de qualité et de proximité. Les acteurs de la santé (médecins généralistes et spécialistes, infirmières, kinésithérapeutes,...) ont, eux, une obligation de moyen : une nécessaire remise en question permanente de leur savoir par la formation continue mais surtout la mise en œuvre de soins conformes à l'art médical actuel.

La réponse à cette double nécessité, morale vis-à-vis de la population et technique pour les professionnels de santé, passe par le respect des équilibres entre la côte et l'intérieur, entre secteur public et privé et par l'attrac-

tivité des zones rurales.

### **L'indispensable équilibre entre zone littorale et Pays Basque intérieur**

Bien que la Côte Basque concentre la majorité de la population et des acteurs de santé (hôpital, établissements privés de soins, médecins spécialistes), on ne peut ignorer les besoins du Labourd



*Baionako eri etxe publikoa, tresna baliagarria Iparraldeko barnekaldearentzat ?*

intérieur, Basse-Navarre et Soule.

Dans notre département bicéphale (en attendant mieux), le risque était grand de voir naître un désert sanitaire entre le B.A.B et Pau. Heureusement que des établissements de soins tels que ceux de Saint Palais, Ispoure et Mauléon persistent. Mais leur avenir et l'orientation des soins qui y sont dispensés restent extrêmement fragiles.

Ainsi la collaboration mise en place entre l'établissement souletin et l'hôpital d'Oloron n'assure pas une visibilité à long terme de l'offre hospitalière pour ce territoire.

Le passage sous la tutelle du Centre Hospitalier de Bayonne de la Polyclinique Sokorri de Saint Palais semble autoriser un certain optimisme. Cet établissement, pivot de l'organisation des soins pour l'ensemble du Pays Basque intérieur (et une zone non négligeable du Béarn voisin), doit continuer à offrir l'accès aux spécialités médico-chirurgicales indispensables. Il ne doit pas devenir un simple centre de consultation et de soins de suite mais être un hôpital de proximité où des actes médicaux et chirurgicaux puissent être pratiqués. L'existence d'un service d'accueil des urgences, d'un plateau technique (blocs opératoire, maternité, radiologie, laboratoire biologique) doit être pérennisée.

Prenons garde à ne pas voir se déstabiliser l'offre de soins en faveur de la Côte. Certes, les établissements de convalescence sont par exemple nombreux à Cambo mais est-il indispensable de transférer des lits sur la zone littorale (suite à la fermeture de l'établissement « La Nive » d'Itxassou ou « Beaulieu » de Cambo) ? Les arguments démographiques seraient-ils plus importants que le maintien de l'emploi ? La ville de Cambo est-elle si éloignée de Bayonne que les patients du B.A.B ne puissent y venir ?



## **La collaboration public-privé : une nécessité sanitaire et économique**

Il ne s'agit pas ici de faire l'apologie du secteur privé ou le procès du secteur public (ou inversement) mais de veiller à maintenir des offres de soins qui fonctionnent en Pays Basque intérieur et d'assurer une répartition équitable sur l'ensemble du territoire. Ainsi, l'impli-

et la permanence des soins 24h/24, 365 jours par an permettant aux médecins généralistes de pratiquer une médecine conforme aux besoins des patients. Ce véritable service public porté par des médecins libéraux n'a nécessité aucun investissement public.

La prise de contrôle de la clinique de Saint Palais par l'hôpital, acte indispensable pour sa survie et donc bienvenu, pourrait remettre en cause cet équilibre. En effet, l'activité de radiologie de Saint Palais, et plus précisément le scanner, permet de financer les 3 autres cabinets.

L'ouverture d'un service public de radiologie concurrent à Saint Palais et la mainmise totale sur le scanner ne permettront plus la survie des cabinets périphériques de Mauléon

et Ispoure ! L'investissement de deniers publics pour ouvrir un service déjà existant ne semble pas être un exemple de gestion financière des plus rationnel ! Nous avons là la preuve d'une nécessaire collaboration sanitaire et économique entre deux entités, l'une publique, et l'autre privée, cela dans l'intérêt des usagers, des médecins généralistes et des finances publiques. Les acteurs politiques devront être vigilants pour veiller au maintien d'une offre territoriale cohérente, tant sur le plan économique que sanitaire.

## **Assurer l'attractivité médicale en Pays Basque intérieur : un enjeu politique**

La cohérence doit être le maître mot des décisions politiques prises pour lutter contre la désertification médicale du Pays Basque intérieur.

Le mode d'exercice recherché par les acteurs de santé est désormais un mode collectif et pluridisciplinaire. Des maires l'ont bien compris puis qu'il existe de nombreux projets de maisons médicales en zones rurales. Mais ils sont trop dispersés, chacun voulant sa maison médicale ! Il faut une prise de conscience de la nécessité de regrouper ces différents projets autour de pôles cantonaux ou intercommunaux, même si cela va parfois à l'encontre d'intérêts politiques plus locaux.

Il ne suffit pas non plus de proposer un local avec un loyer attractif pour rendre un projet viable. Il faut partir du cœur de métier des professionnels de santé et leur apporter une aide technique dans la gestion des tâches non médicales comme la gestion des ressources humaines (secrétariat, gestion des arrêts de travail, congé maternité du personnel non médical, etc...). Chaque professionnel pourra alors se concentrer sur sa fonction : le soin. Cette mutualisation des aides techniques pourrait être organisée par le tissu associatif tel que les services mandataires d'aide à la personne qui assureront ainsi toute la gestion des ressources humaines pour plusieurs centres médicaux pluridisciplinaires.

Etre attractif, c'est surtout maintenir les plateaux techniques de proximité (biologie et radiologie), indispensables à la pratique d'une médecine digne de ce nom en territoire rural répondant à une demande légitime de la population. Un praticien isolé ne peut pas répondre à cette attente. L'exigence de qualité dans les soins nécessite aujourd'hui une véritable coopération entre professionnels, entre structures publiques et privées et une volonté politique forte de s'impliquer dans ce domaine trop souvent négligé.



*Iturria : Luro fundazioa*

*Luro Fundazioaren Izpurako klinika*

cation du Centre Hospitalier bayonnais au sein de la polyclinique Sokorri se doit de respecter un certain équilibre avec les acteurs locaux privés faute de quoi le maintien de certains plateaux techniques pourrait être remis en cause, notamment les centres de radiologie de Mauléon et d'Ispoure. Quid alors des moyens indispensables aux médecins souletins ou bas-navarrais pour répondre à la demande légitime de leurs patients ?

Durant des années, les radiologues libéraux ont assuré le maillage du territoire intérieur grâce à quatre centres de radiologie (Saint Palais, Hasparren, Ispoure et Mauléon), la mise en place de la téléradiologie,



## Programme du Nouveau Gouvernement Basque

Programme pour les mille prochains jours de gouvernement. Le Lehendakari basque Iñigo Urkullu a présenté son programme d'actions pour les quatre prochaines années. Il faut rappeler que son prédécesseur Lopez du Parti Socialiste n'a jamais présenté de programme de gouvernement.

Les derniers Lehendakaris d'EAJ-PNB ont évidemment présenté un programme d'action, c'est-à-dire une

la Navarre, pour accroître la présence de la langue basque au Pays basque et à l'étranger. C'est le moment du «Pays

Basque» dans le monde, « Basque country », le moment de continuer à croître en tant que nation européenne, de revendiquer la reconnaissance de notre réalité, notre personnalité et notre autonomie gouvernementale.

ché du travail de manière active tout au long de leur vie professionnelle.

- Le travail n'est pas créé par décret. Cependant, les politiques publiques peuvent et doivent créer un environnement public et les conditions qui favorisent la création de nouveaux emplois. Le Gouvernement Basque travaillera en générant un cadre public qui encourage l'investissement pour la création d'emplois, la priorisation et la promotion de toutes les initiatives publiques et privées qui contribuent à maintenir et à créer des emplois en Euskadi.



Urkullu Lehendakaria, bere enplegu plana aurkeztu aintzin

feuille de route pour gouverner le Pays Basque d'Hegoalde. Trois axes principaux se dégagent : L'emploi et les personnes, la Paix, la coexistence et un nouveau Statut politique pour Euskadi. Urkullu affirme « *Nous sommes réalistes et pleinement conscients de la situation complexe dans laquelle nous nous trouvons. Immergés dans l'épicentre de l'une des pires crises économique des 30 dernières années, nous devons la surmonter, en restant fidèle à nos principes et à nos valeurs. Grâce à un grand sens de la responsabilité, de la détermination et du travail. Nous sommes absolument convaincus que, comme les fois précédentes (crise des années 1980-1990), nous irons de l'avant. Notre engagement, c'est la défense de l'emploi et la reprise économique* ». Issu d'un parti humaniste comme EAJ-PNB, il ajoute « *Les personnes sont notre domaine d'action, ce qui donne un sens à notre gouvernement. Nous donnerons la priorité et garantirons les services sociaux qui font part de notre état de bien être et que vous avez tant travaillé pour construire. Porter une attention particulière aux groupes les plus vulnérables sans permettre d'exclusions.* »

Nous vivons une époque d'opportunités et d'espoir, pour faire avancer le Gouvernement autonome Basque, pour renforcer nos relations avec Iparralde et

### Le développement des politiques actives pour l'emploi

- L'effet le plus dramatique de la crise économique en Euskadi est la perte d'emplois qui affecte des milliers de familles basques. Pour le Gouvernement basque, la politique de la création d'emplois sera une priorité. Il faut donner la priorité aux politiques publiques et en particulier à la politique économique afin de traverser cette crise. Pour le Gouvernement basque, l'urgence c'est l'emploi.

- Pour nous, le travail est davantage qu'une formule pour générer des revenus et de répondre aux besoins vitaux, c'est l'élément clé dans le processus d'intégration, la socialisation et la participation d'une personne dans la communauté. Les processus d'émancipation et d'autonomie dépendent aussi dans une large mesure de l'accès au travail. Ainsi, le Gouvernement basque s'est engagé à protéger les emplois et la promotion de l'employabilité, avec les personnes qui se sont engagées dans l'apprentissage continu. Elles sont qualifiées et formées pour rester sur le mar-

- Il est donc essentiel de disposer des pleins pouvoirs sur l'emploi actif et passif, la combinaison des deux est un outil essentiel dans la lutte contre les causes et les conséquences du chômage. Alors que le transfert des politiques actives de l'emploi obtenue par le Gouvernement basque peut faire avancer la construction d'un tel modèle, le Gouvernement basque continuera à exiger le transfert des politiques passives de l'emploi.

- La création d'emplois et le progrès en Euskadi doivent accompagner la consolidation d'un système basque de relations industrielles pour assurer un équilibre entre les intérêts des travailleurs et des entreprises. Un système intégrant une flexibilité du travail durable requis par l'entreprise, la sécurité de l'emploi de ceux qui travaillent et de la protection sociale de ceux qui sont au chômage. La culture du dialogue et de la négociation doit être au cœur des relations industrielles en Euskadi.

- Euskadi devrait renforcer son esprit et l'esprit d'entreprise comme un moyen de créer des emplois et du bien-être. Retrouver les



# ANAIEN BERRI CAP AU SUD

politiques publiques qui favorisent une culture d'entreprise dans l'ensemble de la société basque, en mettant l'accent sur les jeunes et l'auto-emploi, et en promouvant la mise en œuvre de nouvelles initiatives et de projets d'affaires, est l'objectif stratégique du Gouvernement basque.

et de la machinerie, la rationalisation bureaucratique et les initiatives d'amélioration de l'accessibilité au crédit lié à l'activité).

Élaborer des programmes intégrés pour l'emploi par le biais de partenariats inter organismes (Lanbide (Agence pour



*Nanoteknologiak, enpleguen sortzeko iturri bat*

- La cohésion sociale en Euskadi nécessite des politiques publiques qui favorisent l'intégration positive dans le marché du travail des jeunes Basques de groupes socialement défavorisés (personnes handicapées, âgées de plus de 45 ans, à risque d'exclusion sociale et de gens au chômage de longue durée), et la promotion pour faciliter la conciliation travail-vie.

- Le gouvernement basque fera la promotion de l'économie sociale, y compris des coopératives et encouragera le développement de la responsabilité sociale des entreprises, dans un effort pour créer et maintenir de bons emplois rémunérateurs, soutenir le développement local et encourager un autre modèle économique où les personnes seront les vrais protagonistes. C'est aussi sa responsabilité sociale.

## Défendre l'emploi

Plan d'urgence pour la relance de l'emploi avec un Fonds de solidarité pour l'emploi doté de crédits.

Les programmes de soutien visant à l'emploi des jeunes et à leur employabilité, l'emploi des jeunes, la promotion du premier accès à l'emploi, le soutien à l'auto-emploi et l'excellence des formations multidisciplinaires.

Soutenir des individus autonomes, et de nouvelles initiatives d'auto-emploi et de micro-entreprises (comme les subventions pour la création d'entreprise, le financement des investissements, la rénovation de l'équipement

l'emploi), EUDEL (Association de Mairies), agences régionales de développement de l'information et des municipalités).

Élaborer un programme de reconversion et de réemploi des personnes touchées par le chômage

Soutenir l'emploi des personnes ayant des difficultés à accéder au marché du travail.

## Le nouveau Lanbide

Rediriger le modèle de gestion Lanbide

Renforcer sa vocation d'intermédiation sur le marché du travail, axée sur l'employabilité avec un modèle qui intègre les politiques d'orientation professionnelle et la formation professionnelle pour les chômeurs et les besoins des entreprises.

Mettre l'accent sur le rôle de l'intermédiation de Lanbide au travail, la refonte du modèle de soins de revenu, la garantie revenu (LIR).

Accélérer le délai de réponse dans les actions effectuées, à la fois dans la qualité des services offerts aux personnes, par la résolution des demandes, l'introduction d'un modèle de bureaux ouverts, et spécialisés, améliorer l'efficacité et réduire la bureaucratie.

Intégrer un modèle de gestion et des formes de coopération, avec la participation active des agents économiques et sociaux, d'autres ministères du Gouvernement basque, provinciaux et municipaux, intégrer les demandes sectorielles et territoriales par l'élaboration de mesures et améliorer l'employabilité.

## Viser une haute qualification

Miser sur l'apprentissage continu tout au long de la vie professionnelle avec une plus grande implication des autres acteurs de la conception, la fourniture et le développement de programmes et de cours de formation et de recyclage.

Élaborer une loi sur la formation professionnelle intégrant, de manière équilibrée, la formation à l'apprentissage continu et au marché du travail, en répondant aux besoins des employeurs et des industries émergentes.

Promouvoir des profils professionnels adaptés à la demande internationale, qui répondent aux exigences professionnelles, avec des compétences multilingues et multiculturelles.

Élaborer un parcours des «deuxième chance» pour promouvoir le transfert de connaissances et d'expérience entre les générations.

## Le dialogue social et la cohésion sociale

Maintenir un dialogue permanent avec les parties prenantes à la vie sociale, en Euskadi et renforcer le dialogue social qui favorise un équilibre entre les intérêts des entreprises et celui des travailleurs.

Promouvoir le secteur coopératif, l'économie sociale et la responsabilité sociale, le soutien au développement local et un modèle économique plus axé sur les personnes.

Promouvoir le Conseil économique et social et les relations du travail, en réunissant de façon efficace différents acteurs sociaux, pour consolider le système basque de relations industrielles, afin qu'il fonctionne correctement.



## Le calendrier de la saison de pelote main nue

A l'heure où nous écrivons ces quelques lignes, les championnats de France de pelote à main nue, se déroulent depuis plusieurs semaines. E par équipe est prévue le dimanche 28 avril au trinquet Moderne à Bayonne. Waltary et Thierry Harismendy affronteront O. Larretchea et Ximun Lambert.

En raison de ce calendrier, le circuit Esku Pilota connaît une pause. Toutefois, l'association participe toujours à l'organisation des « jeudi de St André » que les fidèles du vénérable trinquet ne manqueraient pour rien au monde.

Le 11 avril, Aguirre et Ducassou battaient Bielle et Palomes par 50 à 45, lors d'une belle partie.

Le 18 et le 25 le trinquet fera relâche, le tournoi Atharri d'Itxassou débutant en cette fin de semaine.

Esku Pilota

Gehiago jakiteko / Pour en savoir davantage : [www.eskupilota.net](http://www.eskupilota.net)

### CALENDRIER DU CIRCUIT ESKU PILOTA 2012 / "ESKU PILOTA" ZIRKUITUA

[www.eskupilota.net](http://www.eskupilota.net)

	Janvier <i>Urtarrila</i>	Février <i>Otsaila</i>	Mars <i>Martxoa</i>	Avril <i>Apirila</i>	Mai <i>Maiatza</i>	Juin <i>Ekaina</i>	Juillet <i>Uztaila</i>	Août <i>Agorrila</i>	Septembre <i>Iraila</i>	Octobre <i>Urria</i>	Novembre <i>Azaroa</i>	Décembre <i>Abendua</i>
<b>Esku Pilota</b> <u>1000</u>	CHAMP. INDIVIDUEL		CHAMP. PAR EQUIPES				Masters BAYONNE BAIONA		ESKU PILOT'AS			SUPER PRESTIGE ST J. P. PORT GARAIZI
<b>Esku Pilota</b> <u>500</u>				Tournoi Pilotarienak ANGLET ANGELU	Challenge Elhina ARMENDARITS ARMENDARITZE	Trophée Hoberenak ARCANGUES ARRANGOITZE	Trophée Chihar SOURAIDE ZURAIDE	Tournoi URRUGNE URRUÑA	Coupe des As PESSAC PESSAKE	Tournoi MACAYE MAKEA	Tournoi Biper Saria ESPELETTE EZPELETA	
				Tournoi GARINDEIN GARINDAINE			Challenge Amikuze ST PALAIS DONAPALEU		Trophée Herriarena BAIGORRY BAIGORRI	Master PARIS PARISE		
<b>Esku Pilota</b> <u>250</u>	Tournoi des commerçants BAYONNE BAIONA	Foire au jambon BAYONNE BAIONA	Trophée de Cize ST J. P. PORT GARAIZI	Tournoi Kutxabank ST J. DE LUZ D. LOHITZUN	Tournoi d'AMOTZ ST PEE SENPERE	Tournoi URT AHURTI	Tournoi Lekorne MENDIONDE LEKORNE	Tournoi LOHITZUN LOHITZUNE	Tournoi Ahetze AHETZE	Tournoi de NOËL BAYONNE BAIONA		
			Trophée Atharri ITXASSOU ITSASU	Tournoi ST PEE SENPERE	Tournoi MAULEON MAULE	Tournoi Larrun Izarrak ASCAIN AZKAINE	Tournoi Kanaldude ARROSSA ARROSA	Coupe des Chasseurs ST J. P. PORT GARAIZI				
						Tournoi CAMBO KANBO						

#### AUTRES RENCONTRES DU CIRCUIT / ZIRKUITUKO BERTZE PARTIDAK :

LES LUNDIS DE ST JEAN PIED DE PORT  
LES JEUDIS DE ST ANDRE DE BAYONNE

DONIBANE GARAZIKO Asteleheneko partidak  
BAIONAKO "San Andres" Ortzeguneko partidak



### L'influence de la Guerre d'Algérie (II)

Peu d'études spécifiques au Pays Basque ont été entreprises sur ce sujet pourtant important et qui a marqué durablement une génération de jeunes Basques. Il y a lieu toutefois, dans ce vide historiographique, de signaler le Colloque organisé par la Société d'Etudes Basques Eusko Ikaskuntza : « Aljeriako gerla eta Euskal Herria. La guerre d'Algérie et le Pays Basque (1954-1962) » le 21 juin 2003 à la mairie de Cambo. Les Actes de ce Colloque ont été publiés en 2005 par Eusko Ikaskuntza (Lankidetzan bilduma, n°30).

Plusieurs remarques ont depuis longtemps été faites par divers observateurs politiques, évoquant l'influence qu'a pu avoir cette guerre sur l'éveil de la conscience basque de quelques participants qui, plus tard furent des militants politiques ou culturels connus et reconnus. Il nous a paru intéressant d'interroger quelques uns d'entre eux pour recueillir leurs témoignages.

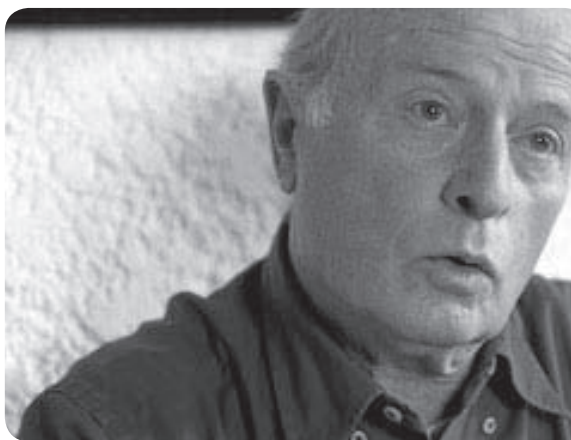
Pour chacun d'entre eux, nous leur avons posé un court questionnaire : date et lieu de naissance ; études avant le service militaire ; dates et lieux du service ; dates et lieux du séjour en Algérie, grade, fonctions occupées ; qu'est-ce qui vous a le plus marqué au cours du séjour en Algérie ? Votre sentiment sur le Pays Basque a-t-il évolué au cours de ce séjour ? De quelle manière ? Nous les remercions vivement d'avoir répondu à nos questions ; c'est l'essentiel de leur témoignage que nous offrons ci-dessous à nos lecteurs.

#### Le témoignage de Jean-Louis Davant

Tout le monde en Pays Basque connaît Jean-Louis Davant, militant abertzale de longue date, aca-

démicien basque, auteur de pastorales, de livres et d'innombrables articles, conférencier...

Né le 5 juillet 1935 en Soule à Urrüstoi-Larrabile (Arrast-Larrebieu), il fit ses études primaires à l'école publique de son village natal puis des études secondaires au Collège Saint-François de Mauléon avant de passer son bacca-



Jean-Louis Davant, Enbata-ko sortzailetarik bat

lauréat au Collège Saint-François Xavier d'Ustaritz. Il fit ensuite à Angers des études d'ingénieur agronome. Il effectua toute sa période militaire en Algérie, 4 mois de classes au camp de Beni-Messouseko, près d'Alger puis 23 mois au Sahara, dans les oasis de Ouargla (6 mois) puis de Touggourt (17 mois). Affecté à la section « Sécurité militaire », il fut simple soldat, puis brigadier (caporal) et enfin chef brigadier. Sa fonction consistait à être secrétaire des chefs de l'armée et chauffeur d'une jeep (il avait passé son permis : « c'est la seule chose positive de cette époque » nous dit-il !)

Après avoir indiqué qu'il a souffert de la chaleur (parfois 50° !) et de l'ennui («cohabitation difficile avec de plus jeunes soldats ; groupe d'hommes sans présence féminine») et avoir fait remarquer que le Sahara est un autre monde, que les rapports avec la population locale étaient bons, que les musulmans étaient « modérés » et qu'il n'a pas de haine contre l'Islam, il se plaint amèrement de l'indifférence de la population

métropolitaine par rapport au conflit, indifférence notamment ressentie lors d'une permission en avril 1960. Il en vient à ses sentiments personnels de l'époque : « Avant d'aller en Algérie, j'étais euskaltzale et j'avais conscience de l'existence d'Hegoalde. Je faisais partie du mouvement culturel : Euskaldun Gazteria (j'écrivais dans le mensuel Gazte) et Euskaltzaleen Biltzarra. Le

séjour en Algérie avait renforcé ce sentiment mais sans franchir la frontière politique ; ce dernier pas, je le fis en avril 1961 en faisant partie de la rédaction du journal Enbata. Par ailleurs, mon séjour en Algérie ne m'avait pas donné l'envie d'utiliser la violence, étant donné les conséquences et les dégâts occasionnés par celle-ci ».

Outre ce témoignage, Jean-Louis Davant a confié à la journaliste Béatrice Molle (Le Journal du Pays Basque, 19 mars 2011) : « Je n'aime pas en parler, car j'en ai beaucoup souffert. Certes, je n'ai pas eu de séquelles physiques. Pour moi, c'est un trou gris, pas un trou noir, car on ne m'a pas tiré dessus et je n'ai pas eu à tirer... Je savais que nous partions pour une sale guerre, car je lisais L'Express et Le Nouvel Observateur qui étaient des références en la matière et qui s'étaient prononcé ouvertement contre l'enlisement du conflit. Le jour du départ, je pris le train et dans chaque gare, des jeunes conscrits montaient et chantaient à tue-tête. J'étais abasourdi par tant d'inconscience. Ils ne se rendaient pas compte !... »

Mais le conflit n'a pas été neutre pour Jean-Louis Davant : « En Algérie, j'ai pris en grippe l'Etat français et je me suis éveillé idéologiquement. Etant jeune, j'étais ménédiste... Par moments, la lutte armée me faisait horreur, mais j'avais clairement conscience que les Algériens étaient chez eux ».

Jean-Claude Larronde



## **Egibar : sindikatuak « zer eskaini ez dakitela dabilta »**

Joseba Egibar EAJ-PNVren legebiltzar-kide eta GBBren presidentea aditzera eman duenez, sindikatuak gaur egun «zer eskaini ez dakitela dabilta, greba orokorra ez bada». Zentzu berean esan du hori «ihesi egitea» baino ez dela. ETBri eskainitako elkarrizketan, Egibarrek kritikatu egin du sindikatu abertzaleek maiatzaren 30erako deitu duten greba. Bereziki gaitzetsi du ELA eta LAB sindikatuen jarrera eta, batez ere, «Grezia eta Portugal buruz eta hondamendi humanitario izan daitekeenaz hitz egiterakoan formulatu duten arrazonamenduak».

Egoera ekonomikoa «larria» dela aitortu ondoren eta «greba eskubidea hain egoera txarretan sustatzen dela» gogoratu ostean esan du «hemen bizi den egoeraren, gure enpresen egoera sozioekonomikoaren eta gure sare produktiboaren egoeraren azterketa» egin behar dela.

Era berean baieztatu duenez «greba dei batek –eta hau ez da inolako jarrerara neoliberalak- euskal ekonomia kaltetzen du» eta «ez dio onurarik egiten



## **Desjabetzeen kontrako Legearen aurkako botoa**



Euzko Abertzaleak legebiltzar taldeak Hipoteken zordunen babesa indartzeko, zorra berregituratzeko eta alokairu sozialerako Presako Neurri buruzko Legearen kontrako botoa eman du gaur arratsaldean Kongresuan egin den Ekonomia Batzordean. Legea onartu egin da PPren botoekin.

Pedro Azpiatzu Ekonomia Batzordean EAJ-PNVren taldearen bozeramaileak PPren jarrera kritikatu du «ez delako egoerak eskatzen duen neurrira egon»; zentzu berean baieztatu duenez «desiragarria zen hain gai garrantzitsuaren inguruan akordio zabalagoa lortzea».

Azpiatzuk gogora ekarri nahi izan duenez, legea izapidetzeko tramite osoan

Euzko Abertzaleak legebiltzar taldeak «akordio batera iristeko borondatea izan du», eta hala adierazi izan dio beti Talde Popularrari, «idatziz eta izenpearekin» bidali baitizkio Lege Egitasmoaren aldeko botoa emateko baldintzak .

Pedro Azpiatzuk bere hitz egitean azaldu duenez PPri adierazi zitzaion «baldintza ukazina» zela Euzko Abertzaleak taldeak aurkeztu zituen 7 zuzenketak onartzea. «Horrek suposatzen zuen EAJ-PNVk adostasuna lortzearen, gainerako zuzenketei uko egingo ziela». Gaineratu duenez «horiek onartuta, oso jauzi kualitatibo eta kuantitatibo esanguratsua emango zen» .



## Claude Pontarolo : « Je suis devenu Basque »



M. Pontarolo est une personnalité discrète du centrisme basque. Il nous fait part de son lent cheminement vers EAJ-PNB.

### **Vous n'êtes pas natifs du Pays Basque ?**

Effectivement, je suis né dans le Haut Jura, à Saint Claude et ensuite j'ai vécu en Haute Savoie, à Lacluse. C'est un territoire frontalier de la Suisse, spécialisé dans l'horlogerie de précision. Dès l'âge de 15 ans, mon père m'a demandé de travailler. Je me suis formé sur le tas en devenant un spécialiste en micro mécanique de précision.

### **Comment êtes-vous arrivés en Pays Basque ?**

Mon patron avait racheté la Sudec, une entreprise d'Urrugne. C'était vers 1970. Il avait besoin de cadres pour cette entreprise et il m'a proposé un poste. Je l'ai accepté sans aucun préjugé, même si on m'avait fortement déconseillé d'y aller en me disant que dans ce pays, les gens ne parlaient même pas en français, que je ne serais jamais accepté.

### **Quel a été le résultat ?**

6 mois après mon arrivée, j'étais à St Esteben pour fêter la mort d'un cochon ! J'ai été immédiatement accepté par mes collègues. J'ai appris à connaître le Pays Basque par mon travail, grâce au monde associatif, à mes activités politiques et surtout, j'ai épousé une Basque, originaire d'Ossès. J'ai été immédiatement séduit par la beauté de ce pays. C'était aussi plus festif et moins austère que la Haute-Savoie, mais les mentalités y sont proches. Au travail, je me retrouvais avec des jeunes de l'intérieur et il n'y avait aucun problème. J'ai été immédiatement embarqué. Il faut dire que je suis à l'écoute. J'avais davantage d'amis basques que de non basques.

### **D'où vient votre intérêt pour la politique ?**

Ma mère était communiste, militante de la CGT et mon père était socialiste. Rien d'étonnant vu la pauvreté en ce temps-là. Tout jeune, j'ai été sensibilisé à la politique. Puis dès 1956, lors du soulèvement de Budapest, les sociaux-communistes ont montré de quoi ils étaient capables en massacrant la foule. Je n'étais pas non plus attiré par le Général De Gaulle. Ma famille maternelle était italienne, ma grand-mère vénitienne était très pieuse. Je n'ai jamais pu me reconnaître dans l'Eglise romaine tout en étant croyant. Je suis devenu démocrate-chrétien. Mais de droite comme de gauche, les responsables politiques français sont membres de la haute caste parisienne.

### **Quelle a été votre implication politique en Pays Basque ?**

Cela a été un concours de circonstances. J'ai travaillé chez l'entreprise de la famille Borotra qui se nommait « Lit Tous Soins ». Elle était spécialisée dans le matériel chirurgical et hospitalier. A cette époque, Didier Borotra n'était plus maire d'Arbonne. Il était au creux de la vague après avoir perdu face à Bernard Marie, à Biarritz. Nous avons décidé de repartir à la conquête des électeurs ensemble.

### **Qu'avez-vous fait ?**

Il est devenu Conseiller Général et régional. J'ai été son attaché durant cette période. Puis, est venue la conquête de la mairie avec les abertzales et quelques socialistes. Il y a eu des tractations interminables, puis nous sommes parvenus à une plateforme commune. Nous avons réussi notre opération.

### **Comment êtes-vous devenu membre d'EAJ-PNB ?**

J'ai côtoyé les abertzales de Biarritz, Jakes Abeberry, les frères Claverie et d'autres. J'ai découvert des personnes animées par de fortes convictions, d'une grande droiture et très travailleurs. Je me suis remis en question, n'étant pas un doctrinaire. Membre du CDS local, la fibre basque était déjà affirmée avec des références à des personnages comme Errecart ou Labéguerie. J'ai également connu le Lehendakari Ardanza et voue un grand respect à Jose Mari Muñoa. L'évolution a été naturelle vers EAJ-PNB.

### **Vous vous considérez Basque aujourd'hui ?**

Oui, sans aucun doute. Je ne parle pas l'euskara, mais il y a une communion de valeurs qui me font être Basque comme l'accueil, la générosité, l'amour pour ce pays. En France, il n'y a plus de valeurs et par conséquent, ils n'ont rien à proposer. Cela me rend très optimiste sur l'avenir de notre mouvement politique. J'ai été accueilli au biltzar de St Jean de Luz, de façon extraordinaire. J'ai découvert cette organisation interne qui nous freine un peu mais qui est incroyablement démocratique.



Euskal iritzi hilabetekaria / Mensuel d'opinion basque

25, rue Thiers Karrika - 64100 BAIONA/BAYONNE  
Tél. 05 59 46 15 34 - Fax : 05 59 59 54 84  
Directeur de la Publication / Agerkariaren zuzendaria :  
Beñat Oteiza b.oteiza@ej-pnb.eu

Arizmendi Inprimategia - Geltoki plazan, Donibane Garazi  
Imprimerie Arizmendi, Place de la gare, Saint-Jean-Pied-de-Port  
N° CPPAP 0613 P 11238

## **ARGIBIDEAK ETA HARPIDETZA RENSEIGNEMENTS ET ABONNEMENT**

25, rue Thiers Karrika - 64100 BAIONA - tél. 05 59 46 15 34  
fax 05 59 59 54 84 - e-mail : contact@ej-pnb.eu - site : http://www.eaj-pnb.eu  
Lan tenoreak / Heures de permanence : du lundi au vendredi de 9 h à 13 h et de 14 h à 17 h

### **URTEKO HARPIDETZA / ABONNEMENT ANNUEL 20 EUROS** Présidents des Herri Buru Biltzar :

Baiona-Angelu-Biarritz / Bayonne-Anglet-Biarritz : **Ramuntxo Camblong** 06 19 97 15 75 [rxocamblong@hotmail.fr](mailto:rxocamblong@hotmail.fr).

Baxe-Nafarroa-Xiberoa / Basse-Navarre-Soule : **Jean-Léon Larre**. Hendaia / Hendaye : **Marinette Apendisteguy** 05 59 20 73 31.

Lapurdi Barnekalde / Labourd intérieur : **Peio Etxeleku**. Donibane Lohitzun / Saint-Jean-de-Luz : **Jean-Pierre Etxeverri** .